

Piment Rouge

Journal des élus communistes rennais

www.eluscommunistesrennais.org

Prix : 0,20 €



ÉCONOMIE/SOCIÉTÉ

SNCF : Réforme ou démantèlement.
Interview de Gérard Lahellec P. 2



ACTION/ SOLIDARITÉ

70 ans de lutte pour la Paix !

Créé au lendemain de la seconde guerre mondiale, le Mouvement de la Paix a fêté ses 70 ans en février dernier. Durant cette période le mouvement n'a cessé de rassembler autour de lui toutes celles et ceux qui estiment que la guerre est toujours un échec.

PORTRAIT

Anne-Sophie Demoulin : Du haut niveau dans la mêlée P. 6 P. 8



Crédit photo : Julien Mignot.

SNCF : Réforme ou démantèlement ?

Interview de Gérard Lahellec

Pendant que tout le monde a les yeux rivés sur le statut des cheminots, le gouvernement prépare l'ouverture à la concurrence du monde ferroviaire. Gérard Lahellec, Vice-Président de la Région Bretagne en charge des transports et des mobilités répond aux questions de Piment Rouge.

Piment Rouge : D'après vous, pourquoi le gouvernement veut-il réformer la SNCF à grande vitesse et en passant outre le débat parlementaire ?

Gérard Lahellec : Après avoir exclu le ferroviaire du débat des assises de la mobilité, le gouvernement a donc choisi le passage en force par voie d'ordonnances pour imposer la disparition du statut de cheminot, l'accélération de la mise en concurrence et l'abandon du service public indispensable à l'aménagement et au développement des territoires de France. Il n'y aura donc pas de débat pour la réforme du ferroviaire français mais renoncements et abandons en tous genres avec pour toile de fond la mise à mal des droits collectifs des cheminot-e-s.

Les Régions de France qui jouent un rôle déterminant en faveur du développement du mode ferroviaire, exclues elles aussi du débat, devront se contenter de quelques commentaires condescendants prononcés à leur endroit par quelques « clercs quinteux », éloquents de leur savoir parisien. On les voit déjà à l'œuvre pour proposer aux Régions

d'accepter la propriété des « petites lignes » dont on sait qu'elles ne pourront pas financièrement en assurer la remise en état. En envisageant le transfert de ces lignes aux Régions, l'objectif premier est en réalité de confier à celles-ci le soin de les fermer !

PR : Le statut des cheminot-e-s est-il responsable des problèmes rencontrés à la SNCF ? Et quelles économies générerait cette réforme ?

GL : Outre le fait que les cheminot-e-s ne portent aucune responsabilité dans la situation que connaît la SNCF, le problème de la France n'est pas que certains salariés disposent de droits sociaux quand d'autres ne bénéficient d'aucun mécanisme sécurisant leur vie professionnelle. Quand Monsieur le Président de la République, au salon de l'agriculture, dresse le statut de cheminot contre celui d'agriculteur, cela n'empêche pas son gouvernement d'user des pires procédures pour



empêcher, au Sénat, l'adoption d'une loi qui aurait permis aux retraités de l'agriculture de voir leur retraite revalorisée de 871 à 976 euros mensuels. Cette seule illustration suffit pour démontrer que le démantèlement du statut social des uns n'a jamais amélioré la condition des autres catégories.



Contrairement aux affabulations d'une mécanique médiatique aux ordres, les rémunérations à la SNCF se situent entre 1 219 euros et 4 584 euros pour un cadre en fin de carrière. Détruire ce statut permettrait, dit-on, d'économiser « près de 150 millions d'euros » sur dix ans. Or, la dette de l'entreprise ferroviaire dépasse les 45 milliards d'euros avec 2,5 milliards de frais financiers chaque année. Les enjeux sont donc d'une toute autre nature. Il est également faux de répéter que les directives européennes obligent à mettre fin au droit social des cheminots. 145 000 d'entre eux sont aujourd'hui sous le statut créé en 1950 alors qu'il y en a déjà 115 000 qui travaillent dans les filiales. Celles-ci se font concurrence dans d'autres pays européens et la multiplication de ces filiales a fait perdre de la cohérence dans le commandement de l'entreprise, tandis que la recherche des bénéfices s'est faite au prix d'un abandon d'expertise des missions d'ingénierie et de maintenance.

PR : Quelle est l'origine de l'endettement de la



SNCF ? Et de quelles aides publiques l'entreprise bénéficie-t-elle ?

GL : La SNCF a obéi à un certain nombre de choix politiques et a très souvent dû se soumettre aux conséquences financières de ces choix. Par exemple, en imposant à la SNCF la circulation quotidienne d'un certain nombre de TGV entre Paris et Bordeaux, pour permettre au concessionnaire de la ligne de prélever un maximum de péages, la SNCF devra déboursier chaque année près de 200 millions d'euros ! Il est donc normal qu'une entreprise nationale, assurant la desserte du territoire national, puisse bénéficier d'aides publiques et d'une politique de désendettement. S'agissant de l'aide publique à l'entreprise, elle reste inférieure à ce que l'État dépense pour les routes alors que les autoroutes ont été cédées au privé sans aucun bénéfice pour les automobilistes et les territoires.

PR : Une autre gestion du ferroviaire est-elle possible ?

GL : Prenons l'exemple de la Bretagne qui a beaucoup investi dans l'acquisition de trains neufs (530M€), dans la rénovation des lignes, des gares, haltes ferroviaires et points d'arrêts. La fréquentation a été multipliée par 2 en quatorze ans et la subvention moyenne par voyage a baissé dans le même temps de 49% ! La preuve est donc apportée que le développement du service public peut être vertueux, y compris pour la dépense publique elle-même. Avec un taux de régularité des trains en moyenne à 95%, la démonstration est apportée du savoir-faire des cheminot-e-s grâce à qui la Bretagne se hisse au premier rang des Régions de France en matière de fiabilité. De plus, une étude bancaire récente (octobre 2017) révèle que le coût

moyen annuel du TER par habitant en Bretagne est de 31 euros quand il est en moyenne à 57 euros au plan national : ce résultat illustre bien les avantages de la mutualisation dans l'organisation des transports ferroviaires en région.

PR : Quelles seraient les conséquences immédiates, pour les usagers, de l'ouverture à la concurrence ?

GL : La solidarité nationale est menacée par cette ouverture annoncée ce qui conduira la SNCF à se positionner sur les lignes les plus rentables. Ainsi certains territoires pourraient être exclus de desserte ferroviaire nationale dès lors que ne joueraient plus que les mécanismes adossés à la rentabilité des marchés. Il faut réinventer les principes de la solidarité nationale et territoriale et réinterroger le bon périmètre de son exercice pour garantir à chaque territoire les moyens de son développement.



PR : Comment développer le service public ferroviaire tout en refusant cette réforme ?

GL : La première erreur serait de brider la pensée reformatrice au motif que l'argent public n'est plus disponible. La deuxième erreur serait d'appliquer des mesures consistant seulement à s'adapter à un contexte donné par refus de s'attaquer aux problèmes de fonds et par refus du changement ! Ne laissons pas les forces dominantes du marché et leurs dogmes imposer leurs choix. Pour cela nous avons besoin d'une grande ambition publique re fondée pour être pleinement à l'œuvre au service de tous les territoires et de tous les citoyens.



Mais où est passé l'argent des banques ?

Depuis la crise financière de 2008 et le sauvetage du secteur bancaire par les États, le rôle des banques dans l'économie fait débat. Est-ce réellement aux contribuables de maintenir le système bancaire sous perfusion ?

Pour la sphère financière et bancaire : Tout va bien. Depuis les années 2000, tous les voyants sont au vert et la crise de 2008, loin de renverser la vapeur, a seulement ralenti la tendance. De 2003 à 2015, les

actifs gérés par les banques sont passés d'un peu plus de 50 000 milliards de dollars à 133 000 milliards en 2015. Par comparaison, le PIB mondial est de 75 500 milliards de dollars... puisqu'on vous dit que tout va bien ! Si ce n'est que les banques se déconnectent de plus en plus de l'économie réelle. Imaginons un instant que cet argent soit investi pour la recherche, l'investissement et l'emploi... juste pour voir.

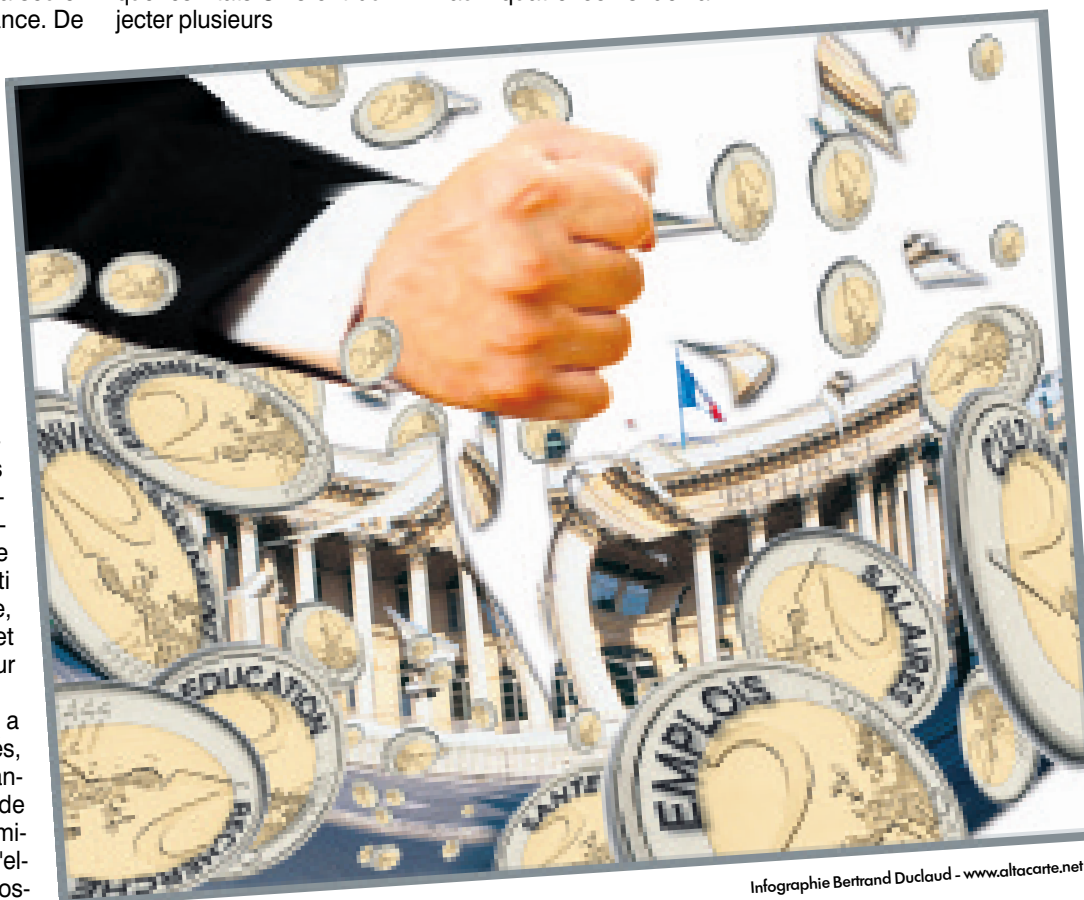
La finance a concentré ses activités, une trentaine de banques dans le monde sont dites "systémiques", c'est-à-dire qu'elles sont tellement grosses qu'une faillite de

l'une d'entre elles entraînerait un crash financier à l'échelle de la planète. "Too big to fail" disait-on en 2008, "trop grosse pour tomber" au point que les États-Unis ont dû injecter plusieurs

centaines de milliards de dollars dans ces institutions bancaires pour éviter une crise financière mondiale. En 2015, ces groupes bancaires pesaient à eux seuls plus de 50 000 milliards de dollars, avec la protection des États se portant garants de leur stabilité et les renflouant à chaque fois que nécessaire.

L'argent existe bel et bien et en très grande quantité, dans des actifs circulant plus vite que des marchandises aux quatre coins de la

planète, quand il n'est pas mis à l'abri dans de paisibles paradis fiscaux échappant ainsi à l'impôt. Une chose est certaine, la crise économique que nous traversons n'est pas de la responsabilité des cheminots ou des fonctionnaires, et les caisses de l'État n'ont pas été vidées par les retraités ou les employés d'EHPAD... alors Mesdames et Messieurs les banquiers : Rendez-nous l'argent.



Infographie Bertrand Duclaud - www.altacarte.net

ÉDITORIAL



Photo Bertrand Duclaud

Éric Berroche

Adjoint à la Maire de Rennes

Conseiller Régional

Président

du groupe communiste

En début d'année, nous avons voté le budget de la Ville de Rennes : Il exprime une volonté intacte, celle de tenir nos promesses, l'ambition d'améliorer la vie de tous les Rennais.

Par delà la confusion de la période, les repères qui vacillent et les vaines polémiques, nous savons ce que nous voulons et nous le faisons.

Nous le faisons dans un contexte dont on dit pudiquement qu'il est contraint et qui vise surtout à contester l'utilité des dépenses publiques d'intérêt général.

On nous accordera d'avoir toujours été constant pour dénoncer ce que nous considérons comme un dogme stupide et injuste.

Il s'appuie sur une évidence distillée en permanence dans la pensée des gens, celle du renoncement à l'égalité et au progrès.

Il esquisse le constat, que derrière cette injonction à s'y soumettre, il y a le libéralisme qui, sans vergogne, revendique moins de contraintes et une plus forte rémunération du capital.

Tout le monde le sait mais, dans cette période d'anesthésie collective, l'articulation entre ces deux réalités semble occultée.

Le gouvernement actuel ne se situe pas seulement dans cette continuité : Il engage, certes avec une incontestable habileté, un nouvel étranglement des finances des collectivités.

A la vérité, toutes les politiques publiques sont visées, celles qui permettent de conforter le principe d'égalité des droits et d'accès à des services.

Nous, à Rennes, n'entendons pas renoncer, ni à nos principes, ni aux engagements que nous avons pris.

Nous, la gauche rennaise, nous ne nous égarons pas. Nous ne nous déchirons pas.

Avec lucidité et détermination, nous maintenons le cap de nos ambitions, dans une continuité très éloignée de la morosité et de l'austérité.

Tout ce que nous faisons, nous le faisons pour toutes et tous, toujours.

Nous voulons réussir et ce budget montre que nous nous en donnons les moyens.

Toute la ville, tous les habitants, tous les quartiers profiteront des décisions que nous prenons.

Il est utile de souligner que leur déclinaison renvoie toujours à notre attachement à la solidarité et à l'égalité.

L'articulation entre la confortation de ces principes traduits en actes et la vitalité économique de notre ville constitue une indication précieuse pour l'avenir, un atout évident pour Rennes.

Il est nécessaire de dire que, face aux turbulences, nous continuons de considérer l'éducation, la culture, les moyens consacrés aux associations comme des priorités.

Notre budget exprime une forte conviction, celle de tenir bon, d'aller de l'avant.

Et c'est un budget de gauche.

C'est écrit.

PIMENKIPIK

Coup de pied au cul !

On la trouverait presque sympa Muriel Penicaud avec sa tête de gentille institutrice. On la verrait bien tenir le stand « gâteaux » de la fête de l'école avec des flopees de gosses autour d'elle qui l'appellent par son prénom et dénoncent leurs petits camarades. « MuriiiiieeIII, Killian m'a traité ! » « MuriiiiieeIII, Louise elle est passée devant tout le monde à la cantine ! »

À cela près qu'un professeur des écoles, gagne un salaire-de-fonctionnaire-privilegié de 1 690 euros par mois après 2 ans de carrière et que Muriel Pénicaud, elle, elle est pleine aux as depuis qu'elle est née.

Avec un patrimoine de plus de 7,5 millions d'euros (dont une bicoque à 1,5 million), elle est même la plus riche du gouvernement Macron/Philippe déjà essentiellement composé de gros bourgeois.

Muriel Pénicaud a aussi un superbe CV de capitaliste : Directrice générale adjointe de Dassault France puis Directrice générale des ressources humaines du groupe Danone, Directrice générale de Business France etc, etc...

Autre différence : Une institutrice va beaucoup s'investir pour la réussite de ses élèves, notamment, ceux qui sont en difficulté... Muriel Pénicaud préférera quant à elle organiser la chasse aux chômeurs (ces grosses feignasses !) en renforçant les contrôles pour traquer les 14% de privés d'emplois qui selon elle « ne font aucun effort ».

Ainsi, les personnels chargés de les surveiller seront multipliés par trois d'ici à la fin du premier semestre 2019 et les peines encourues en cas de recherche jugée insuffisante multipliées par deux. Pas de place pour les faibles dans la France macronienne ! À la lutte contre le chômage, on préfère lutter contre les chômeurs. C'est plus fastoche !

Le mépris du demandeur d'emploi : Voilà le point commun entre le beauf moyen et le rupin des banlieues friquées de la région parisienne, entre le bistrot du coin et la Tour d'Argent.

Mais au nom de la charité qu'elle a sûrement apprise au collège et lycée Saint-Jean Huist (à Versailles siouplait !) où elle a fait sa scolarité, la baronne Pénicaud qui n'a sans doute jamais vu un pauvre de près l'affirme :

« Ce n'est pas du contrôle bureaucratique, c'est humain ; On tient compte de la situation de la personne, des bassins d'emplois » assure-t-elle. Nous voilà rassurés : Un coup de pied au cul aux chômeurs, certes... mais avec une pantoufle, ça laisse moins de traces. Elle est sympa qu'on vous dit !

KROKODIL



Habiter l'éphémère, du "squat de migrants aux Jardins de la Poterie"

Du 12 février au 22 mars, la Bibliothèque Universitaire de Rennes 2 accueillait l'exposition "Trajectoires", qui allie recherche scientifique, action associative et photographie artistique.

Malgré le froid mordant à l'extérieur, l'ambiance était chaleureuse à la Bibliothèque Universitaire de Rennes 2 ce jour-là. Lors du vernissage de l'exposition, une centaine de personnes s'est réunie pour admirer le travail conjoint d'Anne-Cécile Hoyez (chercheuse au CNRS), de la Fondation Abbé Pierre, de l'association Un Toit c'est un Droit et du photographe François Lepage. L'exposition présente les visages des migrants qui ont habité les Jardins de la Poterie entre 2016 et 2017, des images "loin des fantasmes négatifs de la jungle de Calais" selon la fondation Abbé Pierre. Et

c'est bien ce qui frappe notre regard : La dignité de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants, dont les trajectoires se sont retrouvées pendant une année aux Jardins de la Poterie.

Les photographies sont accompagnées de courts textes reprenant des citations anonymes : Pour cet adolescent, "ici c'est mieux que chez les autres, c'est mieux que le 115, c'est chez soi". D'autres panneaux reviennent sur les batailles juridiques et politiques qui ont permis à 160 migrants d'être hébergés pendant 1 an, dont 6 mois en convention avec la mairie, dans un lieu éphé-



« Une exposition pleine d'humanité ».

mère que l'exposition a transformé en lieu de mémoire. Plusieurs de ces anciens habitants étaient présents au vernissage et ont participé à la logistique.

À la clôture du vernissage, d'anciens résidents des Jardins entonnent des chants populaires de leurs pays. Une chose est sûre : Les liens qui se sont créés dans ces jardins ne sont pas éphémères.

Yannick Nadesan, élu communiste à la Ville de Rennes, était présent lors du vernissage. Pour lui : « Les migrants sont à dessein sans cesse l'objet de discours déshumanisants. Les très belles photos de François Lepage sont un rappel poignant : La précarité et les parcours de vie malheureusement chaotiques n'enlèvent rien à l'humanité de ces femmes et de ces hommes ».

Le Temps : Un enjeu d'égalité

Créé en 2002, le Bureau des temps de la Ville de Rennes a pour objectif d'assurer la prise en compte des temps sociaux dans les politiques publiques locales. Effectivement, le temps est aussi facteur d'inégalités... notamment d'inégalités femmes/hommes.

Nous ne sommes pas à égalité face au temps : ainsi, les femmes passent en moyenne 1h30 de plus que les hommes à effectuer des tâches domestiques. Et aussi, selon le lieu de vie, le temps d'ac-



« Katja Krüger en compagnie de l'astrophysicien Hubert Reeves, lors d'une conférence des jeudis du temps le 11 février 2016 ».

cès aux services n'est pas le même si on habite en centre-ville ou en périphérie. D'autre part tous les services ne sont pas accessibles à tout le monde, selon nos horaires de travail.

Le bureau des temps agit sur la qualité des services publics, en adaptant les horaires d'ouvertures des bibliothèques ou du Musée des beaux-arts par exem-

ple. L'objectif n'est pas d'ouvrir plus, mais d'ouvrir mieux. Les préconisations faites par l'association Tempo Territorial que préside Katja Krüger ont d'ailleurs été reprises dans le rapport remis à la ministre de la culture Françoise Nissen.

Dans un récent communiqué François Rufin, dénonçait les conditions de travail des agents de propreté de l'Assemblée Nationale,

majoritairement des femmes. À Rennes, une des mesures emblématiques du bureau des temps fut d'adapter leurs horaires de travail. Celles qui auparavant devaient travailler en horaires décalés de 7h à 9h puis de 16h à 19h30, travaillent désormais en horaire continu soit de 7h30 à 15h30 soit de 10h45 à 18h45. Leur vie personnelle s'en trouve grandement facilitée. Autre effet positif, l'entretien n'est plus réalisé par des « petites mains invisibles » qui agissent avant l'ouverture des bureaux, mais par des personnes que l'on rencontre et avec qui on peut échanger. À ce sujet, les caméras de France 2 sont venues interviewer Katja Krüger pour un reportage qui a été diffusé début avril.

L'ouverture de la seconde ligne de métro fera reculer les inégalités temporelles et mettra 75% des Rennais à moins de 7mn à pied d'une station, une importante innovation à l'heure où l'usage de la voiture est de plus en plus déconseillé.

Nager en plein air toute l'année : C'est désormais possible !

Depuis le 19 mars dernier, les nageurs rennais bénéficient d'un nouveau bassin aussi original qu'écologique. Le bassin nordique offre désormais de nouvelles lignes d'eau près de la piscine de Bréquigny.

À ne pas rater : Les trois jours d'inauguration (du 20 avril au 23 avril) du bassin nordique. Portes ouvertes, animations, baignades en musique, pendant ce long week-end la piscine sera entière-

ment gratuite. Passionnés, débutants et confirmés pourront profiter sans bourse délier de ce nouveau bassin de 50x25 m, une aire de jeux d'eau de 150 m² et des plages de détente nouvellement aménagées.

RÉUTILISER L'EAU

Avec un investissement de 6,4 millions d'euros le nouveau bassin sera également raccordé au système de récupération d'eau "Degré bleu eau chaude", qui permet de réutiliser l'eau qui sort de la piscine. Celle-ci peut ainsi servir à laver les filtres, chauffer l'eau qui arrive ou être réutilisée pour nettoyer les rues de la ville. Pour Yannick Nadesan, président de l'Eau du Bassin Rennais-Collectivité : « C'est la preuve que l'on peut allier intelligemment confort du cadre de vie, amélioration du confort de nos équipements et préservation des ressources naturelles ».



« 10 nouvelles lignes sont disponibles et en plein air ».

Une innovation énergétique qui permet une importante réduction des consommations d'eau.

Dès le mois de juillet le bassin de 50 m accueillera notamment des compétitions de haut niveau : Les championnats de France Jeu-

nes s'y tiendront ainsi que les championnats France Élite de 2019. Les sportifs auront tout loisir de s'entraîner sur place entre deux compétitions. Avis aux amateurs : Il n'y a plus qu'à se jeter à l'eau !

DANS NOS QUARTIERS

Extension de l'école maternelle des Hautes Chalais



« La cour de l'école sera agrandie ».

L'école des Hautes Chalais va s'agrandir de pas moins de 1 200 m² offrant aux écoliers une cour de récréation plus grande et un nouveau préau. Pour rappel, son restaurant avait déjà fait l'objet de rénovation en 2016.

Des travaux d'isolation des bâtiments sont également prévus, notamment sur les toitures qui seront rénovées. Le groupe scolaire sera fin prêt pour la rentrée de septembre 2018.

La nouvelle Antipode à la Courrouze



« Projet de la nouvelle Antipode ».

L'ouverture de la future Antipode-MJC est prévue pour 2020. Elle accueillera deux salles de concerts, dont l'une de 1 000 places. Les travaux ont débuté fin janvier et 16,5 millions d'euros sont investis dans le projet.

En plus de la nouvelle salle de concert, 3 studios de répétition et 1 studio avec scène sont attendus. Environ 90 concerts par an devraient avoir lieu.

La MJC accueillera également la bibliothèque et de nombreuses activités artistiques dans des locaux de 800 m² prévus à cet effet.

Le Gros Chêne de demain



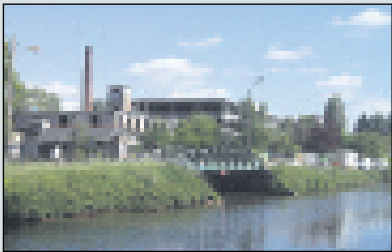
« La place du Gros Chêne sera bientôt accessible en métro ».

Construit à la fin des années 1950 le quartier du Gros Chêne sera entièrement rénové, en lien avec l'arrivée de la seconde ligne de métro. Depuis l'année dernière une vaste opération de renouvellement urbain s'est engagée, avec des travaux qui commenceront dès cette année.

Environ 1 600 logements sociaux seront rénovés et la nouvelle place piétonne sera aménagée afin d'accueillir la future station de métro. D'autre part de nouveaux commerces seront implantés sur le boulevard Emmanuel Mounier.

DANS NOS QUARTIERS

5 nouvelles passerelles sur le canal St-Martin



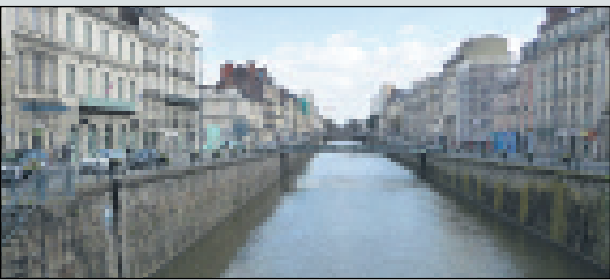
► « Il ne faudra plus faire de longs détours pour traverser la rivière ».

Remettre la nature et l'eau au cœur de notre vie quotidienne constitue une des aspirations fortes des Rennais pour le présent et l'avenir de notre ville.

Ainsi, l'eau et l'environnement sont devenus des axes majeurs du projet Rennes 2030 et c'est dans cet esprit que 5 nouvelles passerelles verront le jour au-dessus du canal St-Martin.

Les enjeux sont multiples : Aménager les rives du canal, faciliter les connexions entre les quartiers, améliorer les trajets piétonniers et cyclistes. Dès l'année prochaine les traversées de la rivière seront grandement raccourcies.

Des jardins flottants sur la Vilaine



► « La Vilaine en attente de ses jardins flottants ».

L'idée a été proposée lors du 1er budget participatif de 2016 : Mettre en place des jardins flottants sur la Vilaine pour embellir ses rives. Après une expérimentation en mai 2017 les premiers apparaîtront au printemps de cette année, avec un objectif clair : Que la Vilaine ne porte plus aussi bien son nom...

Le seul endroit au monde où un projet similaire a été mis en place est la ville de Chicago. Avec qui les aménageurs de la Ville de Rennes s'entretiennent régulièrement.

Du 3 en 1 à l'Hôtel Pasteur



► « Les travaux ont démarré à l'Hôtel Pasteur ».

Les travaux ont démarré il y a quelques mois à l'Hôtel Pasteur. L'ancien centre de soins dentaires se transforme pour accueillir trois nouvelles structures en son sein. Une école maternelle y ouvrira ses portes à la rentrée 2019, avec une capacité d'accueil de 230 élèves.

Cette école cohabitera avec un espace dédié aux activités numériques, pour accompagner professionnels et particuliers. L'Hôtel à projets reprendra également ses activités d'accueil de projets artistiques ou culturels.

Nantes-Rennes : De l'Opéra en commun

Le rapprochement annoncé entre les deux Opéras se concrétise : D'ici à la fin de l'année 2018 les Opéras d'Angers-Nantes et de Rennes travailleront sur un projet lyrique "commun et ambitieux". Un pas de plus en direction du label Opéra national.



► « Katja Krüger appelle à la vigilance concernant le rapprochement entre les Opéras ».

tage les portes des Opéras."

Aujourd'hui, ceci semble avoir été entendu.

Pour Katja Krüger, le rapprochement peut aujourd'hui être "une opportunité pour la création artistique à Rennes. L'Opéra de Rennes a une politique volontariste en la matière qui favorise le travail sur le territoire, en lien avec la population. La diffusion de La Perichole par exemple, une œuvre d'Offenbach, s'était faite sous la forme d'une déambulation avec 300 choristes amateurs. L'œuvre a pu

être produite dans 6 villes bretonnes". Les artistes résidant à Rennes, il leur est possible d'intervenir sur l'ensemble du département.

Grâce aux liens avec le Conservatoire de Rennes, "de jeunes chanteurs peuvent participer aux projets de l'Opéra et intégrer le processus de création d'une œuvre depuis le début", poursuit l'adjointe communiste. "Ce travail en commun est une chance pour continuer de développer la création à Rennes et pour continuer de l'étendre à des publics qui ne se sentent pas visés au premier abord".

Une association sera créée cette année pour lancer la partie opérationnelle du rapprochement, elle sera chargée de piloter le projet commun et de "favoriser les conditions d'une production lyrique de qualité sur leur territoire", peut-on lire dans un communiqué des villes de Rennes, Nantes et Angers. Les élus communistes regardent donc avec vigilance ce rapprochement, notamment pour que les moyens attribués à la création artistique garantissent la production d'œuvres de qualité.

Une rue Ambroise Croizat à Rennes



Comme l'a annoncé Nathalie Appéré au conseil municipal du 19 mars, une nouvelle rue de Rennes portera le nom d'Ambroise Croizat.

Ambroise Croizat refusait le terme « d'acquis sociaux », préférant celui de « conquits sociaux » soulignant ainsi la

► « Ambroise Croizat, père fondateur de la Sécurité Sociale ».

nécessité de toujours rester mobilisés pour défendre nos droits dont la garantie n'est jamais vraiment définitive.

Ministre communiste à la Libération, il fut à l'origine de la Sécurité Sociale.

« Vivre sans l'angoisse du lendemain, de la maladie ou de l'accident de travail, en cotisant selon ses moyens et en recevant selon ses besoins. » C'est ainsi qu'il définissait les principes de ce grand progrès de civilisation.

Une cabane à dons à Bréquigny

Après deux mois de travaux, la cabane à dons a vu le jour devant la MJC Bréquigny. Une idée originale proposée lors de la seconde saison du budget participatif.

La gratuité a de beaux jours devant elle, c'est en tout cas l'avis des membres du P'tit Sel. Installé à la MJC Bréquigny, ce collectif de plusieurs dizaines d'adhérents cherche à promouvoir les échanges directs entre les habitants, en dehors des circuits commerciaux tra-

ditionnels. Leur dernier projet est emblématique : Une cabane à dons où chacun est libre de déposer vêtements, livres, CD... et de venir s'y servir.

"La gratuité permet de consommer autrement, de changer les mentalités au sujet de la surconsommation", explique Didier Leduc, membre du P'tit Sel. Sa collègue Sophie Bonnemains rajoute que lors des Fripes Party (sorte de vide dressing gratuit) : "Nous sentons qu'il y a une forte demande. Plus de 300 personnes sont venues la dernière fois, dont beaucoup de jeunes et d'étudiants. Si nous pouvons les aider, et aider les familles les plus modestes, alors ça nous donne le sourire". Preuve



► « L'équipe du P'tit Sel en plein chantier ».

du succès de l'opération, avant même son inauguration la cabane à dons voyait son contenu changer tous les jours. Le projet fonctionne tellement bien que ses fondateurs envisagent en plaisantant d'y accoler une bibliothèque de rue...

Contactez vos élus :

Éric BERROCHE



Adjoint à la Maire
délégué aux quartiers
Le Blossne et Bréquigny
e.berroche@ville-rennes.fr

Katja KRÜGER



Adjointe à la Maire
déléguée à la petite enfance
et aux temps de la ville
k.kruger@ville-rennes.fr

Yannick NADESAN



Conseiller municipal
délégué à l'eau,
au contrôle budgétaire
et aux services concédés
y.nadesan@ville-rennes.fr

70 ans de lutte pour la Paix

Créé au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, le Mouvement de la Paix a fêté ses 70 ans en février dernier. Durant cette période le mouvement n'a cessé de rassembler autour de lui toutes celles et ceux qui estiment que la guerre est toujours un échec.

Pour Roland Nivet, cofondateur du Mouvement de la Paix à Rennes, des progrès ont été enregistrés depuis 70

ans. "D'abord, le nombre de morts dus à la guerre a considérablement baissé. La réconciliation franco-allemande

a été fondamentale pour maintenir la paix en Europe. D'autre part plusieurs mesures emblématiques ont pu être prises, comme la signature des traités de non-prolifération des armes nucléaires ou l'interdiction des armes chimiques". Malgré tout il n'en démord pas : "Les dépenses d'armement dans le monde n'ont jamais été aussi élevées qu'aujourd'hui. Elles s'élèvent à 1 800 milliards de dollars en 2018, contre 1 000 milliards au

début du siècle".

Les comités locaux du Mouvement de la Paix sont très impliqués localement au point d'être reconnus "association d'éducation populaire" par l'État. Ce label leur donne une reconnaissance officielle, utile pour établir des conventions avec les collectivités comme c'est le cas à Rennes. Le comité rennais organise ainsi de nombreux ateliers d'éducation à la non-violence, des conférences ou des expo-



► « Photo prise lors d'un rassemblement organisé à Carhaix le 28 mai 2017 ».

sitions. Implanté au cœur du Blosne, le comité rennais fait paraître le journal "Galicie Croque la Vie", réalisé avec des

enfants du square de Galicie et qui revient sur les différentes activités auxquelles ils ont participé.

Un silence qui en dit long

Il y a un peu plus de 10 ans, les Frères franciscains de Toulouse formaient le premier "cercle de silence" pour protester publiquement contre les conditions de détention ou... de rétention de celles et ceux dont le seul crime est "d'être entré en France pour vivre mieux ou pour sauver leur vie."

Le 7 mars dernier, comme tous les premiers mercredis de chaque mois, un cercle de silence s'est formé dans le centre-ville de Rennes pendant une heure. Depuis le 5 mars 2007, ils dénoncent inlassablement les conditions d'accueil des sans-papiers en

France, et notamment leur enfermement dans les Centres de Rétention Administrative (CRA). Le plus proche d'entre eux se trouve à St-Jacques, où pas moins de 869 personnes étaient retenues en 2015.

"Nous avons choisi le si-

lence comme mode d'action car c'est une action non violente et qui interpelle les passants", explique Geneviève Chenon de l'équipe organisatrice du cercle rennais (un des 180 qui existe en France). "Beaucoup de gens nous disent qu'une action pacifique comme la nôtre est agréable, il y a assez de violence comme ça dans le monde".

Les effectifs varient selon l'actualité politique, "quelques dizaines de personnes viennent régulièrement, et ça nous est arrivés de dépasser la centaine". Pour Geneviève Chenon, "ce qui est motivant c'est que chaque cercle de silence interpelle de nouvelles personnes. Des passants qui

découvrent ce qui se passe et qui nous encouragent à continuer."

Silencieux mais déterminés... notamment lorsqu'il s'agit de combattre le projet de loi Asile Immigration du ministre Gérard Collomb encore plus injuste à l'égard des personnes sans papiers !

Silencieux mais pas toujours... Le collectif sait aussi diversifier ses modes d'actions. Lors des dernières



► « Comme tous les premiers mercredis du mois, un cercle de silence d'est tenu dans le centre-ville de Rennes ».

élections législatives, un courrier a été envoyé à l'ensemble des candidats du département pour les sensibiliser à la question. De temps à autres des actions d'envergure sont organisées : En

2016 une grande banderole était déployée place de la République, elle comportait les noms des 17 000 migrants qui ont péri entre 2002 et 2012 sur le chemin de l'Europe.

Soror : Une chorale féministe et populaire

Le mois des droits des femmes a commencé fort ce samedi 3 mars. 400 femmes se sont réunies autour du projet Soror pour chanter leurs droits sur les marches de l'Opéra. Un beau projet porté par la compagnie Dicila.



► « Une chorale vibrante et émouvante ».

nent le rythme : Du puissant Hymne des Femmes à Heyamo, un chant populaire de femmes turques, le répertoire ne laisse personne indifférent.

« **DEBOUT FEMMES ESCLAVES !** »

Le millier de spectateurs venu assister à l'événement est submergé par l'énergie de cette chorale. C'est en musique et dans la bonne humeur que les choristes portent avec enthousiasme leurs exigences d'égalité. Le poing levé de Perrine Aterianu, l'une des deux cheffes de chœur, se

conjugue avec les sourires et la fierté des chanteuses qui pour beaucoup se produisent en public pour la première fois.

Les chants sont entrecoupés par des criées de la compagnie Ocus. « Vous êtes la plume, nous sommes la glotte » nous clame un crieur. Durant les dernières semaines des boîtes à messages ont été déposées dans les maisons de quartier. La forme des textes varie, des cris de colère à des morceaux de philosophie, parfois ponctués d'humour tous ont un point commun : Ils revendiquent l'égalité.

La mobilisation des facteurs se poursuit

Sollicité pour recevoir une délégation des facteurs, Éric Berroche est allé à la rencontre de l'ensemble des manifestants.



► « Éric Berroche au contact des manifestants ».

Le président du groupe communiste a réaffirmé son soutien et celui des élus communistes rennais à la mobilisation des facteurs. L'adjoint à la Maire de Rennes a également rappelé l'engagement sans faille de la fédération du PCF et de son ami le député Jean-Paul Lecoq qui est récemment venu à leur rencontre.

« Il est temps que ce conflit se termine dans le res-

pect des agents et de leurs conditions de travail, par le dialogue et dans le respect des lois.

Il n'est en effet pas acceptable de recourir à des intérimaires pour épuiser le conflit et contourner la nécessité d'une négociation responsa-

ble.

Le calme des factrices et des facteurs, malgré la fatigue et l'absence de salaire, les honore. »

Éric Berroche a décidé de les soutenir en leur versant 1 500 euros prélevés sur son indemnité d'élu.

En ce début d'après-midi hivernal, un rayon de soleil a accompagné les 400 femmes qui se sont rassemblées devant l'Opéra sur les airs de "Hé Mama". Elles chantent dans toutes les langues avec une énergie communicative. L'accordéon et le violoncelle don-

Discriminations sexistes au travail

Depuis l'affaire Weinstein fin 2017, le monde entier prend conscience des violences sexistes pourtant dénoncées depuis des décennies. Solen Degabriel, directrice du CIDFF 35 (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles) accueille régulièrement des femmes victimes de violences subies dans le monde du travail.

Le CIDFF est un centre d'accompagnement, d'orientation et d'information du public, notamment de femmes victimes de violences. L'association propose des permanences juridiques anonymes et gratuites plusieurs fois par semaine à celles qui en font la demande.

"Dans le cadre des violences subies au travail, soit les femmes viennent après la rupture de leur contrat, soit elles sont toujours sous

contrat mais en arrêt maladie. Si la rupture s'est faite sous la contrainte ou dans un cadre de harcèlement, nous les orientons vers des avocats spécialisés dans le droit du travail.

Beaucoup de ces femmes utilisent toute leur énergie pour rester à leur travail, en pensant que ces violences vont cesser un jour... puis elles n'ont plus d'énergie, elles quittent leur emploi ou elles se font arrêter par un



« Rassemblement du 8 mars à Rennes pour la journée de lutte pour les droits des femmes ».

médecin. L'enjeu est alors de les accompagner, de les aider à se reconstruire et à reprendre confiance en elles. Il n'est pas simple de redonner sa confiance à un employeur ou à un collègue de travail une fois qu'on a été victime de violences.

Même si des lois existent, notamment depuis le début des années 2000 sur le harcèlement moral ou sexuel, l'arsenal législatif est évidemment perfectible. La protection au travail existe dans les textes, l'important est de les faire ap-

pliquer. J'ajoute que les lois n'impliquent pas que le volet répressif : Les chefs d'entreprises ont une obligation de prévention dans leur politique interne, il est important de le faire savoir.

Le développement des assistantes sociales en

gendarmerie par exemple nous paraît important pour l'accompagnement des victimes, toutes n'ont pas l'énergie de porter leur affaire devant les Prud'hommes et il est nécessaire qu'on les aide à se reconstruire."

Noms de rues : Place aux femmes

En France seuls 6% des rues portent le nom d'une femme, une injustice au regard de leur rôle et de leur place dans l'Histoire. Si ce chiffre "grimpe" à 11% dans notre ville, l'action volontariste du conseil municipal ne fait pas de pause.

Longtemps les femmes ont été reléguées au second rang de la vie publique : Absence de droit de vote, impossibilité d'avoir un compte en banque sans l'aval de leur mari... Malgré cela, un certain nombre d'entre elles, par leur travail, leur engagement ou leur talent, ont apporté beaucoup à la société française. Ces "parcours de femmes" ont été d'autant plus admirables que l'accès à la vie publique ou à certaines professions leur ont souvent été extrêmement contesté.

Le conseil municipal du mois de mars a adopté de nouveaux noms de rues à grande majorité féminins. Marie Noël, Colette Cosnier, Sœur Emmanuelle et Susan B. Anthony vont ainsi voir leurs noms s'inscrire à l'angle de nos rues. Le futur équipement scolaire de La Courrouze portera quant à lui le nom de Simone Veil.

UNE COMMUNARDE À CLEUNAY

C'est en 1983 que la Ville de Rennes décide d'attribuer

un nom de rue à Nathalie Lemel dans le quartier de Cleunay. Cette ouvrière du livre née en 1826 à Brest s'installe à Paris à 34 ans avec son mari et ses 3 enfants. C'est dans la capitale qu'elle adhère aux idées de l'Association Internationale des Travailleurs, fondée en 1864.

Durant la Commune de Paris Nathalie Lemel et Elizabeth Dmitrieff fondent l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, la première organisation de femmes, créée par des femmes. Son programme reprend notamment l'égalité des salaires, le droit au divorce et le droit au travail.

Après l'écrasement dans le sang de la Commune, elle est condamnée à la déportation, dont elle revient en 1879. Elle trouve par la suite un emploi de plieuse au journal l'Intransigeant, qu'elle quitte usée par la vie de combat qu'elle a menée.

L'histoire de la Commune reste profondément liée à l'histoire des Communardes. Qui ne pense pas à Louise Michel quand on évoque ces

événements ? Aux bataillons de femmes luttant aux côtés des hommes, égaux sous le feu des Versaillais ? Sans oublier que la Commune porta de nombreuses valeurs progressistes... notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

« La rue Nathalie Lemel est située en plein cœur de Cleunay, non loin de l'Antipode MJC ».



Soutenez « Piment Rouge »

Un numéro de « Piment Rouge » coûte environ 8000 €.

Nous ne bénéficions pas d'aides et nous n'avons aucune recette publicitaire.

Votre aide nous est précieuse.

Pour pouvoir continuer d'exister, « Piment Rouge » a besoin de votre soutien !

Pour tout chèque de 20 € ou plus,
un superbe tablier sommelier
à l'effigie du journal vous sera envoyé

Vous pouvez libeller votre chèque à l'ordre de « Association des élus communistes rennais » et l'envoyer à l'adresse suivante :
Maison des associations, 6 cours des Alliés, 35000 Rennes.

Nom /prénom :

Adresse :

Adresse électronique :



Anne-Sophie Demoulin : Du haut niveau dans la mêlée

Anne-Sophie Demoulin la présidente du Stade Rennais Rugby (SRR) féminin est convaincue que le rugby peut prendre toute sa place dans notre ville. Portrait d'une passionnée de sport qui fait rimer travail avec partage.

Avant de se découvrir une vocation pour le rugby, Anne-Sophie Demoulin était plutôt portée sur le ballon rond. En s'inscrivant à l'INSA pour ses études d'ingénieur en 2000, elle constate que l'école ne propose pas de foot à ses étudiantes. Alors, avec une copine elle décide de s'essayer au rugby. "Je revenais tout juste d'une blessure au foot, et je ne pouvais pas rester sans faire de sport. Le club venait tout juste de se créer et était en plein développement, l'ambiance m'a tellement plu que j'y suis restée."

Elle y reste effectivement... Jusqu'à en devenir Présidente en 2013. "Je suis restée ici pour le rugby, la bonne ambiance, et la dynamique qui donnaient envie de continuer." Pour elle, le SRR est à l'image de la ville de Rennes où "celles et ceux qui y passent vivent quelque chose de fort". Plusieurs anciennes rugby-women ont comme elle décidé de rester pour participer à la vie d'un club qui est monté jusqu'en Top 8.

« QUAND NOUS RECRUTONS UNE JOUEUSE, NOUS REGARDONS SON PROJET PROFESSIONNEL »

Et ce club fonctionne bien, plusieurs de ses joueuses se sont distinguées ces dernières années, à l'exemple de Jade Le Pesq en participant aux Jeux Olympiques il y a deux ans, et Lenaïg Corson en obtenant la distinction Meilleure joueuse



« Anne-Sophie Demoulin et l'équipe du SRR - Photo officielle ».

française de rugby de l'année en 2017.

Le SRR ne propose pas seulement à ses joueuses de faire du rugby, il les accompagne aussi professionnellement dans ce qu'Anne-Sophie Demoulin appelle le "double projet". "Quand nous recrutons une joueuse, nous regardons son projet professionnel et nous proposons de l'accompagner dans sa réalisation, dans la mesure de nos possibilités, via notre pôle accompagnement. Nous

avons des conventions avec certaines écoles, qui acceptent d'aménager les horaires des cours pour les sportives de haut niveau. En leur laissant du temps le midi pour qu'elles aillent à la salle de muscu par exemple."

Le club est en lien avec un partenaire privé qui propose aux joueuses du travail tôt le matin ou l'été pour leur permettre de rester à Rennes s'entraîner.

L'ancienne joueuse élite insiste sur la vocation sociale du SRR, "nous ne voulons pas que les joueuses restent dans leur bulle sportive". C'est dans ce sens qu'un pôle vie associative a été mis en place au sein du club. Les joueuses ont ainsi animé des événements sportifs dans la prison des femmes grâce au CPB Socio-Sport. "C'était important pour nous et j'ai été contente que beaucoup de nos joueuses répondent présentes. Socialement, c'était un très bon moment et on a pu se confronter aux questions de réinsertion tout en faisant vivre un agréable moment aux prisonnières."

Dans le même esprit, les joueuses participent aux initiatives de l'association Un Maillot pour la Vie qui organisent des goûters sportifs à l'hôpital sud auprès des enfants hospitalisés. "Les joueuses y vont tous les ans" assure Anne-Sophie Demoulin avec fierté.

Dans ce club où tous les dirigeants sont bénévoles, Anne-Sophie Demoulin ne veut pas "faire de l'élite pour de l'élite, mais pratiquer du sport de haut niveau avec un certain nombre de valeurs". Lesquelles ? "Travailler, partager, perfor-

mer. Tout ce que je ressens au contact de la ville de Rennes, où la culture et le social ont une très grande importance."

« ON EST LÀ POUR FAIRE DU SPORT, PAS POUR ÊTRE JOLIES À REGARDER »

Les préjugés sur le sport féminin, depuis ses premiers entraînements de foot jusqu'aux matchs du Top 8, elle les a tous entendus. "Vous faites le même sport que les garçons ? Est-ce que vous êtes toutes homosexuelles ?..." et bien d'autres encore. Sa réponse sur le sujet est lapidaire : "On est là pour faire du sport, pas pour être jolies à regarder."

Avec le temps et aussi parce que les femmes commencent à prendre une place plus importante dans

le paysage sportif, ces préjugés commencent à reculer. Elle remarque malgré tout qu'en Bretagne où le rugby féminin est moins connu que dans le sud, les stéréotypes y sont moins virulents.

Le Mois du Sport Féminin à Rennes est l'occasion pour elle de faire connaître le sport féminin de haut niveau et de "faire rentrer ces disciplines dans le cœur des Rennais. Le plus difficile est de faire connaître l'événement, tout le monde n'a pas forcément l'accès à l'information".

Cette 3^{ème} édition du mois du sport s'annonce cependant comme une réussite, 700 personnes sont venues assister au match de basket opposant Rennes à Alençon, que les joueuses de Rennes ont perdu... à deux points près.

Pour connaître la suite du programme du SRR et le noter dans vos agendas, pour le voir en action...

Rendez-vous sur le site officiel :

www.staderennaisrugby.fr

ou la page Facebook :

www.facebook.com/StadeRennaisRugby/

Édition : Association des élus communistes rennais.

Siège social : Maison des Associations
6, cours des Alliés - 35000 RENNES

Email : eluscommunistesrennais@orange.fr

Site : www.eluscommunistesrennais.org

Directeur de publication : Eric Berroche

Impression : IMPRAM Cavan

N° ISSN : 2119-3088

Piment Rouge
Journal des élus communistes rennais



« Le SRR en action contre le Stade Toulousain ».